



Sécurité des personnes au cours des séances publiques au complexe ICEO

Cahier des Clauses Techniques Particulières

C.C.T.P.

SOMMAIRE

I.	GENERALITES	3
A.	<i>Etendue de la prestation</i>	3
B.	<i>Document de références contractuelles</i>	3
II.	DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS	3
A.	<i>Définition de la mission</i>	3
1.	Période contractuelle	3
2.	Tenue du registre de surveillance	4
3.	Rôle	4
4.	Moyen de communication	4
B.	<i>Tenue</i>	4
C.	<i>Délai de Réactivité</i>	4
III.	CADRE REGLEMENTAIRE	4
IV.	REGLES APPLICABLES AU PERSONNEL	5
A.	<i>Personnel de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers</i>	5
B.	<i>Personnel de la société de gardiennage</i>	5
V.	HYGIENE ET SECURITE	6
VI.	PROTECTION DU TRAVAILLEUR ISOLE	6
VII.	DOCUMENTS A JOINDRE A L'OFFRE	6

I. GENERALITES

A. Etendue de la prestation

Le présent document a pour objet la définition des prestations relatives à la sécurité des personnes durant les séances publiques du centre nautique/patinoire « **Icéo** » de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers.

B. Document de références contractuelles

Les services du présent CCTP devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables.

II. DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

A. Définition de la mission

L'objectif de la mission consiste à assurer la protection des usagers et éviter toutes dégradations sur l'ensemble du site et ce durant la période contractuelle.

1. Période contractuelle

- De la date de notification pour une période de 1 an.

Le Titulaire assurera plusieurs prestations distinctes, celles –ci ne seront pas obligatoirement effectuées de manière systématique.

Les jours sont donnés uniquement à titre d'indication.

Pendant l'année scolaire :

Une prestation pour la piscine et la patinoire

- le samedi de 14h à 19h30 ; le dimanche de 14h à 18h30
- le samedi de 20h00 à 23h15 ; 2 agents dont agent cynophile

Ces effectifs pourront être vus à la hausse ou à la baisse en fonction de l'affluence générale

Pendant les petites vacances et les grandes vacances :

Une prestation pour la piscine et la patinoire :

- Tous les jours de 14h à 19h30 (un agent)

Une prestation pour la patinoire :

- le samedi de 20h00 à 23h15 ; 2 agents dont agent cynophile

Ces effectifs pourront être vus à la hausse ou à la baisse en fonction de l'affluence générale

2. Tenue du registre de surveillance

Le Titulaire du présent marché sera en charge du registre de surveillance mentionnant sur des pages numérotées :

- La date,
- Le nom du ou des surveillants et ses heures de prise et de fin de service,
- L'heure et compte rendu des rondes,
- Toutes observations éventuelles du surveillant.

3. Rôle

- Surveillance du bon fonctionnement général,
- Gestion des personnes et interdictions,
- Accueil et renseignements,
- Intervention en cas de manquement avéré au règlement intérieur ou atteinte à la sécurité des usagers et/ou du personnel.

4. Moyen de communication

- L'agent devra être en communication avec les agents du complexe (fourni par le contractant),
- Dès que deux agents seront présents, un moyen de communication propre et indépendant devra être opérationnel (à la charge du titulaire).

B. Tenue

Le titulaire fournit à ses agents une tenue de service. L'entretien et le remplacement de ces tenues sont à la charge du titulaire de la prestation de gardiennage. Ces derniers doivent se montrer d'une parfaite courtoisie et discret envers le personnel et les visiteurs.

C. Délai de Réactivité

Il est demandé à la société détentrice de ce présent marché, de pouvoir répondre à un surplus d'effectif dans une durée maximale de 2 heures.

III. CADRE REGLEMENTAIRE

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur se rapportant aux missions qui lui seront confiées dans le cadre du présent marché, et en particulier (liste non exhaustive) :

- La Loi du 12 juillet 1983 N° : 83-629 (version consolidée au 24 janvier 2006) relatif aux activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, les décrets et arrêtés pris pour son application,
- Le Code du Travail et les décrets pris pour son application,

- Le Code Rural, les décrets et arrêtés en vigueur pris pour son application et en particulier les articles L211-11 et suivants traitants des animaux dangereux.

Ainsi que la convention collective des entreprises de prévention et sécurité et les normes européennes et françaises se rapportant à ce type d'activité.

IV. REGLES APPLICABLES AU PERSONNEL

A. Personnel de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

Sur site, le personnel de la Communauté d'Agglomération, présent ne pourra pas utiliser l'agent de sécurité pour d'autres tâches que celles décrites dans le présent marché.

B. Personnel de la société de gardiennage

Les prestations sont exécutées sous la direction de l'entrepreneur qui doit se conformer strictement aux prescriptions de la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération se réserve le droit, après avoir averti l'entrepreneur par lettre recommandée, d'interdire l'accès au site et de demander le remplacement des employés jugés par elle, indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

Avant l'exécution des services, le Titulaire doit remettre à la collectivité une liste indiquant les noms et qualifications des employés. Cette liste devra être tenue à jour.

Le Titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents survenus du fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

L'entreprise sera conforme au vu de la réglementation en vigueur par rapport au personnel employé pour l'exécution des prestations faisant l'objet de ce marché.

Le personnel de la société de gardiennage devra veiller à ce que le chien ne fasse aucune dégradation sur les installations communautaires. Dans le cas contraire, la Communauté d'Agglomération se réserve le droit de demander un dédommagement à la société titulaire du marché.

Le personnel de la société de gardiennage devra respecter l'article L 211-12 du Code Rural. Le personnel de la société de gardiennage n'utilisera que des chiens de deuxième catégorie tel que prévu à l'article L 211-16 du Code Rural. Les chiens devront être inscrits au LOF (Livre des Origines Française), à jour de toute obligation d'aspect vétérinaire ou de tatouage.

Le personnel sera équipé en accord avec la réglementation en vigueur. Les vêtements de travail seront portés en permanence et feront apparaître de façon visible la dénomination et le sigle de l'entreprise.

V. HYGIENE ET SECURITE

Avant l'exécution du marché, il sera établi un Plan de Prévention conformément au décret n° 92-158 du code du travail.

L'établissement de ces documents ne pourra donner lieu à aucune demande de rémunération de la part du titulaire, les coûts engendrés sont réputés compris dans le prix unitaires horaires du bordereau.

VI. PROTECTION DU TRAVAILLEUR ISOLE

La protection du travailleur isolé doit être une priorité du titulaire. Le titulaire indiquera et décrira très précisément dans son mémoire technique :

- Les moyens mis à disposition des agents sur site (GSM, Radio ...) afin de garantir une communication globale entre les agents de sécurité et les différents acteurs du site,
- Les actions déclenchant l'alarme (perte de verticalité, déclenchement manuel...),
- Les procédures de gestion des incidents sur site (police,...)

VII. DOCUMENTS A JOINDRE A L'OFFRE

Afin d'apprécier la valeur technique de la prestation l'entreprise devra joindre à son offre, un mémoire technique comportant :

- L'organisation de la société (date de création de l'entreprise, nombre d'agent, certification ...),
- Liste de référence sur des prestations similaires,
- Liste des agents susceptibles d'intervenir sur le site de la piscine/patinoire et leurs qualifications (conducteur canin, ERP, sauveteur secouriste ...),
- Liste des moyens matériels que dispose la société (véhicule, téléphone portable, protection travailleur isolée ...),
- Mode opératoire type en cas d'intrusion, tentative d'intrusion ou de dégradation des biens publics,
- Ainsi que tous documents que la société jugera utile à l'examen de sa candidature.